

**La Garde des Sceaux
ministre de la justice**

Le Ministre de l'Intérieur

5 SEP. 2001

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux

NOR LINTK10U1010215161C

OBJET : Mise en œuvre d'actions répressives ciblées contre les infractions commises en bande et les trafics locaux.

La lutte contre la délinquance liée aux bandes, au développement de formes d'économie souterraine, aux tentatives d'appropriation de certains territoires constitue une priorité de l'action gouvernementale.

Elle a donné lieu à une série d'initiatives qui ont notamment fait l'objet des circulaires du Ministre de l'Intérieur du 1^{er} octobre 1999 et du 5 janvier 2001, de la circulaire de la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice du 9 mai 2001 consacrée à l'action publique et à la sécurité.

Pour renforcer encore l'efficacité des mesures de lutte contre ces formes de délinquance, des initiatives nouvelles doivent être prises au plan local pour mieux coordonner les services de l'Etat notamment les services de police ou de gendarmerie d'une part, la justice d'autre part, afin de rendre plus lisibles les actions menées en ce domaine.

C'est ainsi que des opérations répressives ciblées ont été engagées depuis février 2001 à l'initiative de la direction générale de la police nationale par les différents services de police sur 14 sites dans 9 départements. Compte tenu de leur efficacité, il apparaît très opportun de les développer et d'en préciser les modalités.

A cet effet, les préfets et les procureurs de la République auront à définir et à prescrire la mise en œuvre d'actions concertées sur des sites où la cohésion sociale est parfois mise en péril par la présence de bandes ou la prédominance de l'économie souterraine. Ces actions, en nombre suffisamment significatif, seront engagées dès les prochaines semaines et conduites très régulièrement au cours des prochains mois.

La détermination des objectifs et des opérations à conduire sera réalisée en concertation très étroite avec les chefs de service de police et de gendarmerie intéressés. Il leur reviendra de faire des propositions dans ce sens, puis d'organiser et de mettre en œuvre les dispositions opérationnelles nécessaires. Sur les sites choisis, ces opérations seront conduites avec le souci d'apporter une réponse cohérente et coordonnée des différents

services concernés pour identifier les réseaux de délinquance, désorganiser les bandes, mettre un terme aux trafics qui alimentent l'économie souterraine et permettre ainsi d'assurer la pleine efficacité de l'ensemble de la chaîne pénale. En tant qu'elles concernent des opérations de police judiciaire, elles seront conduites sous l'autorité du procureur de la République.

Ces opérations compléteront et accompagneront très utilement la mise en place de la police de proximité, en particulier dans les quartiers les plus difficiles.

La présente circulaire a pour objet de définir le champ d'action de ces opérations ciblées, de préciser leur mode opératoire et de déterminer les modalités d'évaluation de leurs résultats.

I – Champ d'application des opérations ciblées :

L'objectif poursuivi est de réprimer les actes de délinquance de voie publique et de violences urbaines causés par les personnes agissant en bandes, mais surtout d'agir sur une délinquance moins visible qui s'alimente de la première et qui contribue à désorganiser socialement et en profondeur certains quartiers, notamment par le développement d'une économie souterraine (trafics locaux de stupéfiants, travail illégal, trafic de faux documents, recels organisés de véhicules, d'accessoire de véhicules, de téléphones portables, de biens de consommation...).

C'est en effet dans de telles situations que la mise en œuvre d'opérations coordonnées sur des objectifs et un territoire définis à partir d'un constat précis dressé par l'ensemble des services généralistes ou spécialisés territorialement compétents, voire les autres administrations de l'État, devient alors indispensable.

Il y aura lieu également de prendre en compte les analyses présentées par les maires.

En conséquence, sur la base d'un travail préparatoire conduit par les services de police et de gendarmerie, le cas échéant en concertation avec d'autres services de l'État (douanes, services fiscaux, inspection du travail etc.), les préfets et les procureurs de la République établiront, en les y associant étroitement, les sites répondant à ces objectifs. Ils détermineront les actions ciblées à initier en priorité en tenant compte de l'importance des phénomènes de délinquance constatés, des moyens que les services peuvent engager et des délais nécessaires pour les réaliser.

Vous veillerez en fonction des impératifs de confidentialité que peut impliquer la nature de l'opération envisagée, et en les y sensibilisant, à une information des maires.

II – Le mode opératoire des actions ciblées :

2.1. La caractéristique première de ces opérations doit être d'associer toutes les administrations et services concernés en fonction des objectifs retenus : les services d'enquêtes (police et gendarmerie nationales), ceux de renseignement, ainsi que d'autres services de l'État, comme les douanes ou les services fiscaux. Des renforts ponctuels de forces mobiles pourront si nécessaire être sollicités par les préfets et fournis dans les conditions habituelles par les services compétents du ministère de l'intérieur.

2.2 Dès le choix du site retenu, ce travail en commun est engagé par la détermination des objectifs poursuivis par l'action ciblée. Il doit viser à l'identification et à l'interpellation des délinquants d'habitude ou à l'origine des trafics générateurs d'économie souterraine, que ce soit dans les lieux de commission d'infractions ou dans les secteurs considérés comme base de repli.

A partir de ces éléments et des orientations définies par les préfets et les procureurs de la République, les chefs de service concernés, notamment de police et de gendarmerie, prépareront et mettront en œuvre sous leur autorité respective, en fonction de leur nature de police administrative, liée à l'ordre public ou au renseignement d'une part, judiciaire d'autre part, les dispositions opérationnelles et les moyens propres à atteindre les objectifs fixés.

Les procureurs de la République, dans le cadre de leurs prérogatives, veilleront à ce que les actions des services d'enquête, tant dans leur déroulement que par les procédures dressées, reçoivent une réponse judiciaire effective dès lors que les auteurs d'une infraction caractérisée auront été interpellés.

La réponse judiciaire doit en effet être inscrite dans la continuité de l'action publique et conforter les opérations des services répressifs, dans le souci de concevoir une action fortement dissuasive vis à vis des délinquants, mais proportionnée à l'acte commis et à la personnalité du délinquant.

La mise en œuvre de l'action publique, fondée sur des enquêtes judiciaires diligentées en préliminaire ou en flagrance, doit s'adapter à la nature de chaque procédure judiciaire, compte tenu de leur plus ou moins grande complexité, du nombre de personnes impliquées et de la nature des infractions recherchées. La combinaison de procédures rapides et d'ouvertures d'informations judiciaires, requérant le choix d'un service d'enquête prêt à poursuivre les investigations sur commission rogatoire, doit être envisagée par les parquets, en fonction du renforcement des moyens d'enquête mobilisés au cours de l'action ciblée.

S'agissant des qualifications pénales, il conviendra de privilégier les qualifications les plus adaptées aux objectifs poursuivis, et notamment de retenir les circonstances aggravantes de bande organisée ainsi que les qualifications spécifiques de «proxénétisme de la drogue» prévue par l'article 222-39-1 du code pénal et de «proxénétisme d'associations de malfaiteurs» prévue par l'article 450 -2-1 du code pénal, introduit par la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques.

Sur un plan général, il est nécessaire que ces actions soient à la fois fortement dissuasives vis à vis des délinquants, et constituent pour les habitants du site retenu un signe perceptible de l'engagement de l'Etat, de ses services, et de la justice pour assurer leur sécurité.

Enfin, si une action quotidienne, territorialisée de la sécurité publique ou de la gendarmerie est indispensable pour pérenniser les résultats de ces opérations, celles-ci peuvent être confortées, chaque fois que cela s'avérera nécessaire, par la mise en œuvre d'un groupe local de traitement de la délinquance.

III – Suivi et évaluation :

Le suivi et l'évaluation de ces actions ciblées doivent être assurées conjointement par les préfets et les procureurs de la République, sur la base notamment des informations fournies par les services de police ou de gendarmerie.

De nouvelles cibles pourront alors être choisies, dès lors que les objectifs initiaux auront été atteints.

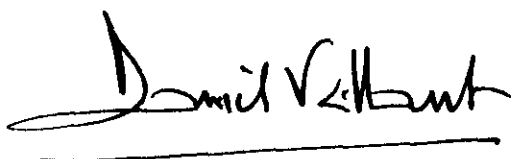
Ces résultats seront valorisés en direction des élus et des habitants des quartiers intéressés, notamment au travers des bilans dressés dans le cadre des comités de suivi des contrats locaux de sécurité.

* * *

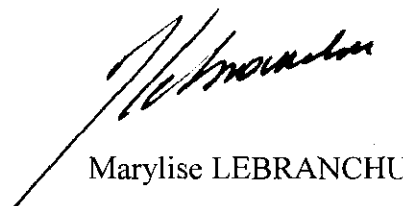
Les procureurs de la République veilleront à informer les procureurs généraux de la détermination des sites retenus, du déroulement des opérations et des résultats obtenus.

Vous rendrez compte, sous le timbre de la direction des affaires criminelles et des grâces et de la direction générale de la police nationale, de la liste des sites et des objectifs retenus pour ces opérations ciblées, ainsi que des résultats recherchés et obtenus.

Nous attachons la plus grande importance à ce que ces opérations ciblées soient une illustration efficace du travail en commun que doivent conduire les services de l'Etat dans la lutte contre la délinquance et contribuent de façon déterminante à l'amélioration de la sécurité quotidienne et des conditions de vie de nos concitoyens.



Daniel VAILLANT



Marylise LEBRANCHU